
« Les affaires » de Pégomas : impossible confinement de la violence au village et fabrication d'une affaire à la Belle Époque

Arnaud Pautet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11581>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 213-230

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Arnaud Pautet, « « Les affaires » de Pégomas : impossible confinement de la violence au village et fabrication d'une affaire à la Belle Époque », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 98 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 21 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11581>

Ce document a été généré automatiquement le 21 mars 2020.

© Tous droits réservés

« Les affaires » de Pégomas : impossible confinement de la violence au village et fabrication d'une affaire à la Belle Époque

Arnaud Pautet

- 1 Pégomas, tout près de Grasse, connue pour ses fleurs à parfum, est victime entre 1906 et 1914 d'une série (plus de 80) de crimes, d'incendies, de meurtres et de profanations de cimetière. Cette violence déborde sur ses voisins de La-Roquette-sur-Siagne et Mouans-Sartoux. Peu à peu, ces événements sortent du cercle villageois, suscitent l'intérêt des journalistes et des autorités jusqu'à Paris. La récurrence des faits, leur intensification amènent les autorités à ne plus considérer qu'une seule et même affaire dans un récit unificateur : les bandits fantômes sont nés. La violence est mise en spectacle, dans une traque parfois burlesque, parfois effrayante, des bandits. L'arrestation de Pierre Chiapale, anti-héros insipide, brise l'élan des bandits, même si les violences se poursuivent pendant presque une année. Comment ces faits-divers en viennent-ils à prendre la forme d'une « affaire » ? Pourquoi cette construction demeure-t-elle incomplète ?

Des « événements » de pégomas à « l'affaire des bandits fantômes » : la difficulté de raconter, de bâtir un récit qui fasse sens

- 2 Les événements de Pégomas se déroulent dans un cadre rural atypique, véritable pousse au crime. Traversé par la Siagne et la Mourachonne, longtemps impétueuses, Pégomas et ses habitants ont progressivement su domestiquer cette précieuse ressource, souvent si rare en Provence, pour cultiver du riz sous l'Ancien Régime, puis des plantes à parfum à l'orée du ^{xx}e siècle. Le visage de la localité a peu changé depuis le ^{xviii}e siècle. Quelques familles ont édifié des hameaux épars, reliés par des routes en

terre, bordées de roseaux et d'arbustes, puis des bois plus touffus à mesure qu'on s'en éloigne pour gagner les collines du Tanneron. Leurs patronymes ont traversé les âges (Mul, Maubert, etc.) et se confondent dorénavant avec ces hameaux. Autour de leurs fermes, d'inégal confort mais toujours à deux étages, on retrouve bien sûr la trilogie provençale, vigne, blé et olive. Mais ces productions se disputent l'espace avec le jasmin, la menthe, les géraniums, les tubéreuses, et toutes sortes de plantes à parfum prisées des parfumeurs grasseois. Ce site surprenant fait de Pégomas un lieu propice à la survenue de l'inattendu. Si la place centrale de la mairie a des allures de carte postale, avec sa bordée de platanes et son terrain de pétanque, ses cafés constamment ouverts et son église non loin de là, il est interdit de parler d'une communauté soudée autour d'un cœur. La fréquentation des lieux dépend des inimitiés passées, des réseaux constitués de longue date, et certains personnages sont devenus au fil du temps des parias, comme le cafetier Estable, haut en couleur, dont l'inspecteur Métenier nous apprend qu'il gardait dans sa cuisine son propre cercueil¹. Sans déterminisme excessif, il n'est pas exagéré de dire que Pégomas, ce non-village, va produire sa propre affaire, tant la morphologie et la sociologie de la localité créent les conditions de tensions et de clivages. Bien loin des études menées par Maurice Agulhon, le « pays de la pègue » apparaît sans âme ni identité propre. Point de chambrées, de confréries, de clubs politiques ; point non plus de syndicats (avant 1937), de coopératives (Hortus naît en 1920²). Tout au plus trouvons-nous une caisse de secours mutuel (L'Union dirigée par M. Perrissol depuis sa fondation en 1895³), mais elle n'a laissé aucune trace dans le dossier des bandits ; et deux cercles, dits de la Concorde et des Travailleurs⁴, fondés dans l'hiver 1894, mais qui sont inactifs et disparaissent après 1901. Ce village apparaît comme une mosaïque sociale, reflet de son terroir : les parcelles acquises au fil des héritages dessinent une mosaïque improbable de micropropriétés émiettées, détenues parfois par des habitants des bourgades voisines, et confiées à des fermiers. Ce découpage des terres agricoles fut sans nul doute propice aux convoitises ; source de déceptions, aussi, pour des ambitieux désireux de récupérer, au moment d'une succession, une parcelle, assise sur un puits, bordant les rivières, ou permettant un remembrement. Ces propriétés font vivre et travailler, en dehors des cultivateurs et de leurs familles, quantité d'ouvriers agricoles, dont bon nombre de Piémontais (20 % environ de la population). L'étendue de la bourgade (1 129 hectares, pour une densité de 63 habitants au km² en 1914) interdit cependant une modernisation satisfaisante de ses équipements. L'électricité manque à Pégomas, si ce n'est à proximité du café d'Estable. Celui-ci peut regarder le soir passer les derniers trains, le long de la voie ferrée qui borde la bourgade, mais ne s'y arrête pas, Mouans-Sartoux à sept kilomètres de là ayant été préférée à Pégomas pour accueillir la gare PLM⁵. Il faut donc aux habitants désireux de se déplacer prendre l'omnibus qui, matin et soir, sillonne la région. Ce relatif isolement aurait pu renforcer les solidarités et l'identité du village, mais il n'en est rien. On cherche désespérément, dans les témoignages, la presse, ou les procès-verbaux, des fêtes, des foires, des plaisirs de toutes natures. Au détour d'un annuaire, on apprend que trois marchés principaux ont lieu, pour la Saint-Joseph (19 mars), pour la Saint-Pierre (29 juin), et pour la fête de Notre-Dame (8 septembre⁶). Ici où là nos protagonistes s'enivrent sous une tonnelle au soir d'une longue journée de labeur, vont danser ou conter fleurette au bar d'Issaurat, partent fêter la Saint-Cassien dans le bourg voisin. Mais les sources restent arides sur les festivités, la liesse, et les éventuelles rixes les accompagnant. Ce village mystérieux est comme un volcan assoupi : il menace d'exploser à chaque instant ; il interdit tout schéma d'interprétation

simple tant il s’amuse à se jouer des contrastes. Tantôt archaïque (avec ce patriarcat figé), tantôt moderne (avec cette agriculture florale spéculative) ; tantôt morose et silencieux (peu de rires et de vie, pour ces paysans avarés de mots qui rappellent ceux de Giono), tantôt enjoué et bruyant (que l’on songe aux chants des cueilleuses de jasmin, ou au charivari des bandits tirant et criant dans la pénombre). Pégomas a donc toutes les apparences du paradis, avec ses effluves aromatiques et ses fragrances de lavande, ses mimosas qui inondent de lumière les collines en hiver ; mais ce paradis peut rapidement devenir un enfer, si bien dépeint par l’inspecteur Métenier quand il avoue sa frayeur, dans les ténèbres, d’être pris pour cible par les « fantômes ». Les flammes qui déchirent la nuit et emportent les granges et les dépendances ont, elles aussi, une teinte infernale. En ce sens, Pégomas a les traits de caractère du Provençal qui y vit, du moins tel que se le représentent ses contemporains septentrionaux : à la fois chaleureux et taiseux, pudique et éruptif, convivial et mutique. L’homme y semble façonné par son milieu. Ces lieux troublants créent les conditions de l’extraordinaire.

- 3 Il n’est donc pas surprenant que les enquêteurs successifs en charge du dossier, comme les archivistes, aient considéré ce décor comme un lieu cohérent où puissent se déployer toutes sortes de crimes. La chemise contenant le dossier de la série 2 U aux Archives départementales des Alpes-Maritimes est ainsi immédiatement annotée « affaires de Pégomas ». Il s’agit pourtant d’un magma informe de crimes et délits, hâtivement rassemblés, et dont certains furent commis dans les villages voisins de La-Roquette-sur-Siagne et Mouans-Sartoux : 83 crimes et délits sont portés au dossier, dont cinq meurtres et dix tentatives d’homicides, des profanations de cimetières, des lapidations et des incendies par dizaines (160 tonnes de fourrage au moins partent en fumée pour le seul été 1906), un vol important (à la villa Sausseron), sans pouvoir dénombrer tous les petits larcins qui, faute de plainte, ont échappé à la justice : vols de fruits et légumes, pêche à la dynamite, braconnage, etc. La cohérence présumée est une reconstruction *a posteriori*, car si la presse se saisit rapidement de ces faits divers, élus locaux, policiers et magistrats refusent au départ de voir un lien entre eux. Le 19 octobre 1906, le procureur de Grasse signale d’ailleurs au procureur général que les faits signalés ne lui paraissaient pas d’une gravité suffisante pour attirer son attention⁷. La gradation de la violence change la donne : elle semble impossible à endiguer et peu à peu la sémantique employée pour désigner les événements de Pégomas se transforme. Les journalistes ne qualifient les événements d’« affaire⁸ » qu’à partir de 1910, et la plupart du temps ils emploient le pluriel⁹ tant il leur est difficile de trouver aux méfaits un dénominateur commun. Le déroulement de l’enquête n’est pas étranger à cette difficile quête de sens et de cohérence : jusqu’en 1910, la justice traite séparément les affaires qui lui parviennent du village. Le dossier Espert est traité distinctement de celui de Sauvaire et de ses acolytes, et l’acquittement de Sauvaire en 1910¹⁰ incita en 1913 les forces de l’ordre à la prudence à son égard : elles isolèrent le cas Chiapale une fois celui-ci démasqué, et jamais ne purent prouver ses liens avec son probable mentor, Sauvaire. Par ailleurs, la plupart des incendies sont suivis par les gendarmes, et non la police mobile. L’ensemble ne forme donc que tardivement, pour la justice, un tout cohérent. Le singulier tend à s’imposer à partir du moment où les bandits fanfaronnent sur leurs exploits en laissant aux enquêteurs des messages à la craie (la première inscription date du 30 juillet 1910) ; l’unité des affaires ne fait plus de doute après l’arrestation de Chiapale, à la suite des investigations du commissaire Lhuillier¹¹ ; cette impression se renforce à l’approche de son jugement. La théâtralisation entourant le procès renforce ce sentiment d’unicité de l’aventure criminelle, même si les

observateurs perçoivent des zones d'ombre et des incohérences, tant le costume de chef de bande semble grand pour le prévenu, considéré comme falot. Aux yeux des contemporains, il s'agit d'une affaire sans dénouement, un feuilleton dont on attend l'épisode suivant. Le mot « affaire » est rarement prononcé, les journalistes lui préférant spontanément la métaphore des « bandits fantômes », plus séduisante. À quelques occasions également, les reporters osent le terme de « scandale », notamment ceux de *La Croix* au moment de l'arrestation du rocambolesque abbé Espert. Plus fréquemment, ils osent le terme « d'attentat »¹², non neutre, un peu plus de dix ans après la vague anarchiste qui ensanglanta le pays, et ce n'est pas un hasard : la minorité piémontaise est généreusement représentée à Pégomas, et en 1894, lors d'une réunion du conseil municipal, un élu, ancien officier de marine, Aune, avait lancé un « Vive l'anarchie ! »¹³. En 1902, dans des circonstances restées obscures, ce conseil municipal avait été dissous. Les enquêteurs ne ferment pas la porte à cette hypothèse de fauteurs de troubles anarchistes, à l'image du commissaire Orsatti¹⁴. Le périmètre dans lequel s'enchaînent ces affaires devient également flou, et les journalistes sont prompts à mettre à l'actif des bandits des méfaits dont ils ne s'avèrent pas responsables, qu'il s'agisse du parricide de Rosso (versé au dossier des bandits, même si la police a rapidement isolé ce crime¹⁵) ou de la prétendue agression de la veuve Passerel (qui s'est en fait jetée elle-même dans son puits¹⁶). Il est difficile, après le jugement de l'unique bandit rattrapé par la justice, l'inconsistant Pierre Chiapale, de se départir de cette vision unifiée et englobante ; pourtant, il n'a été reconnu coupable que de 25 chefs d'accusation, soit 30 % des « affaires ». Arrêté et emprisonné en février 1913, il ne peut avoir commis les meurtres de Cuvier¹⁷ et d'Astier¹⁸, et tenté d'assassiner Mallet¹⁹. Peu importe que d'autres bandits courent toujours : pour les autorités, il faut en finir avec l'affaire de Pégomas. « Les » affaires sont donc réduites à leur plus petit dénominateur commun. Le terme s'impose enfin à mesure que la presse cesse de considérer les Pégomassoises comme des suspects en puissance, et voit en eux des victimes. Les plaignants sont enfermés dans un statut de martyr, subissent des épreuves avec fatalité, ou stoïcisme, suscitant la pitié des observateurs qui assistent, avec avidité, à la mise en spectacle de leurs souffrances. Tant les procès-verbaux, les rapports des inspecteurs, que les articles de journaux utilisent abondamment le champ sémantique de l'effroi et de la terreur, une terreur amplifiée par les multiples rumeurs qui circulent et amplifient la peur.

- 4 L'unicité artificielle donnée par les observateurs aux affaires de Pégomas tient enfin au fait que les méfaits ont été progressivement réinsérés dans une généalogie de la criminalité provençale, principalement par les journalistes. Dans l'esprit des commentateurs locaux, les bandits fantômes deviennent les héritiers de Gaspard de Besse, « roi de l'Estérel »²⁰, et du Calabrais, mais aussi de malandrins de papier comme Maurin des Maures, le célèbre bandit séducteur et taiseux de Jean Aicard. Tous ont en commun d'être violents et libertaires, mais de rester des bandits d'honneur. Le Calabrais, aussi appelé le « satyre de l'Esterel », tour à tour décrit comme un avatar des barbets ou un dépravé local, naît sans doute sous la plume de Jean Galmot dans *Le Petit Niçois*, entre septembre 1903 et la fin de l'année 1904. L'écrivain le décrit comme un homme des bois, au patois italianisant, fusil en bandoulière et foulard et cou, qui aurait commis un meurtre en 1885 avant de disparaître dans les forêts. Sa capacité à vivre de rapines, à se terrer dans les bois pour échapper à la maréchaussée, en fait un bon client pour cette presse gourmande en faits divers. Quand d'autres meurtres inexpliqués surviennent en 1903, le Calabrais est ressuscité par les journalistes et l'affaire est

suffisamment prise au sérieux pour que deux régiments de soldats sillonnent l'Esterel sous la direction du Procureur de Grasse²¹. Lorsque nos bandits insaisissables terrorisent la Siagne et font à nouveau couler le sang à partir de 1910, il en faut peu pour imaginer le Calabrais redescendu de ses collines. Ces bandits idéalisés tombent vite de leur piédestal. Les dégradations de cimetières sont un tournant (quatre entre le 6 septembre 1912 et le 7 janvier 1913) car elles anéantissent cette filiation avec les bandits d'honneur : ceux qui à la Roquette s'en sont même pris au carré des enfants ne peuvent se voir reconnaître cette dignité. À partir de là, le mythique Calabrais disparaît définitivement.

Les ressorts d'une « affaire » : discours entrelacés, friction entre les représentations, politisation de l'imaginaire de « l'affaire »

- 5 Bien évidemment, le décor classique d'une « affaire » criminelle se retrouve dans la fresque des bandits fantômes. Au premier plan apparaît un monstre énigmatique, en la personne de Pierre Chiapale, même si l'ombre de Sauvaire, plus diabolique, se projette constamment sur ses pas. Pour expliquer sa dérive criminelle, les observateurs insistent sur la déchéance de ses parents, notamment sa mère qui se livre « d'après certaines dépositions [...] depuis plusieurs années à la boisson ». L'envoyé spécial du *Matin* raconte sa rencontre avec « une vieille femme qui m'a dit que son Pierre est fou, tout en me désignant d'un geste las son mari atablé devant un litre de vin et son autre fils Louis, un pauvre petit innocent de douze ans, agité de convulsions, grimaçant et aphone ». Chiapale vit isolé, coupé du monde, et avoue n'avoir jamais fréquenté une femme. Les médecins insistent en outre sur son « infantilité génitale » et en font presque une circonstance atténuante des crimes, se questionnant sur sa responsabilité d'adulte. Héros déchu²², Chiapale n'appartient plus au genre humain au moment de son procès, du moins dans le réquisitoire de maître Lafond du Cluzeau ; le caractère horrible de ses crimes doit empêcher les jurés de trouver à cet anti-héros veule et pathétique une quelconque excuse. L'accusé est vu comme une sorte de sauvage, aux traits physiques marqués par la dégénérescence et la duplicité. Pour l'avocat, Chiapale « est joyeux et éprouve un sentiment de fierté » en commettant ses crimes odieux... Monomaniac et mégalomane, il se régale de la « publicité [...] faite autour de ses exploits », de « l'impression de terreur et d'effolement qui règne dans le pays ». Chiapale est donc à ses yeux un manipulateur qui feint la médiocrité et l'idiotie pour attirer la sympathie de ses juges, et se moquer de la justice. La presse locale semble plus dubitative sur son intelligence, à l'image du *Petit Niçois* : « c'est une chiffie, une loque humaine qui nous est apparue, un être sans conscience, sans volonté »²³. Aussi faible soit-il, son audace fait des émules, à l'instar d'un certain Gaillard, tout juste relâché de la prison de Fresnes, chez qui on trouve une carte postale mentionnant « Chiabal, de Pégomas [...] un type vraiment "à la redresse". Vive Chiabal I^{er} ! Je veux être son successeur »²⁴. Au second plan de cette fresque, on aperçoit la foule, nombreuse, nécessaire au processus de validation médiatique de l'affaire. Cette foule est un acteur majeur tout au long du drame : présente pour haranguer le préfet Joly au moment des attentats²⁵, on la retrouve aux obsèques du jeune Avena tué par les bandits²⁶. Tantôt violente, lorsqu'elle tente de libérer le fossoyeur Toniolo détenu selon elle abusivement par les gendarmes²⁷ ; tantôt turbulente, lorsqu'elle suit le char dédié aux bandits au

carnaval de Nice en 1914²⁸ ; tantôt silencieuse et inquiétante, comme lorsqu'elle attend le verdict du procès. Toujours dans cette fresque, deux personnages se détachent pour donner à l'affaire son intensité dramatique : il s'agit des avocats qui s'affrontent dans un duel oratoire repris au mot près par toutes les officines de presse. La défense de Chiapale, d'abord assurée par un avocat commis d'office, Maître Jourdan, est ensuite assurée par Léon Escolle, dont la réputation est tout autre. Pour des raisons mal connues, celui-ci se décharge du dossier au profit d'une autre sommité du barreau, Maître Gassin. Face à lui, son meilleur ennemi, Maître Lafond du Cluzeau, est bien décidé à gagner le procès en accablant Chiapale. Le procès lui offre l'opportunité de régler un vieux différend : Gassin a tout fait pour qu'il ne soit pas invité au banquet donné au casino de Nice par le maire, profitant de sa proximité avec l'édile, car il l'accusait de mener contre lui une campagne de diffamation. Lafond du Cluzeau aurait également communiqué au procureur des informations susceptibles d'accélérer une enquête, qu'il tenait de Gassin lui-même, mais que l'intéressé lui aurait demandé de tenir secrètes²⁹. Un duel d'égos, un duel de mots, sur lequel les journalistes sont contents de pouvoir s'appuyer, compte tenu de la faible épaisseur dramatique de l'accusé. Peut-on pour autant parler d'une « belle audience », au sens que lui donne Frédéric Chauvaud³⁰ ? Le doute est permis, tant le sentiment qui domine sur le parvis du palais de Justice est la déception : « il faut l'avouer », lit-on dans *Le Petit Niçois*, « Chiapale a été loin de faire salle comble [...]. La tribune réservée à celles qui recherchent le petit frisson et se complaisent aux histoires criminelles était loin d'être bondée »³¹.

- 6 Le procès de Chiapale ne suffit donc pas à donner à l'histoire des bandits cette épaisseur, cette « forme affaire »³². Pour comprendre pourquoi, avant même sa condamnation, il existe déjà une « affaire des bandits fantômes », il faut écouter la rumeur de Pégomas, les multiples fuites qui ont accompagné, ralenti, relancé l'enquête. Il faut être attentif aux silences des Pégomassoises, solidaires de leur maire Honoré Maubert dans sa tentative de museler la presse, se contentant de livrer aux autorités le moins de renseignements possible sur ses administrés, afin de les protéger, d'éviter d'attirer des badauds et, surtout, de laver son linge sale en famille. Ce qui fait affaire, c'est justement la volonté des principaux concernés qu'elle n'en devienne pas une. Dans le passé récent du village, les Pégomassoises y étaient parvenus ; à preuve les difficultés du chercheur pour faire ressurgir les brouilles intestines de la période 1894-1902. Mais les temps ont changé. Les reporters, locaux ou nationaux, investissent le village, emboîtant le pas des forces de l'ordre : au plus fort de la crise, on compte un « pandore »³³ pour quinze habitants, et une quinzaine de reporters et de faits-diversiers qui se relaient dans le village et se lancent dans une course à l'exclusivité. Dans le même temps, la justice a avoué son impuissance à confondre les criminels, en relâchant consécutivement les trois prévenus les plus crédibles, Sauvaire, Toniolo et le curé Espert. Les Pégomassoises, harcelés, exhortés à la délation, confrontés à leurs contradictions, en viennent à douter de la solidité de leurs témoignages. La tension est palpable. Comme l'écrit Philippe Gordeaux, « on sent que derrière chaque fenêtre, il y a des fusils chargés »³⁴. La vie de ces familles est livrée en pâture aux lecteurs, alors même que plane sur elles un fort risque de représailles de la part des bandits. Les intrus font aussi une bien mauvaise publicité à ces horticulteurs désireux de commercer tranquillement avec les parfumeurs locaux. Les battues se multiplient pour débusquer les criminels, en soutien aux policiers, mais jamais ces derniers ne parvinrent à créer de liens de confiance avec ces milices. Si le territoire même du village est envahi par

des étrangers, en retour, les histoires du village débordent également l'espace public régional, puis national. Les Pégomassoises sont incapables d'empêcher les informations de circuler, et chemin faisant de se déformer. La rumeur³⁵ se déchaîne et renforce le halo de mystère qui nimbe les bandits ; elle attise les braises de la discorde. La rumeur publique jette l'opprobre sur le curé du village, révélant sa liaison avec la demoiselle Aillaud³⁶ ; puis sur le maire, dont la presse rapporte à tort l'arrestation avant de faire son autocritique³⁷. Elle fait ressurgir les conflits de voisinage que l'on espérait enfouis, comme les dettes contractées et non remboursées par la veuve Passerel, ou ses tentatives pour masquer les larcins commis par son fils³⁸ en détournant l'attention vers un voisin avec lequel elle s'est brouillée³⁹. La rumeur éloigne encore les gendarmes de la vérité, quand elle est le fait d'une jeune femme éconduite abruptement et qui désire se venger d'un amant indélicat, à l'instar de Madeleine Aschieri. Les secrets d'alcôve, rares dans cette affaire, n'en font pas moins le bonheur de la presse, notamment quand elle découvre que le vieux Seytre partage le lit de la « femme Sauvaire », alors qu'il a été attaqué à plusieurs reprises par les bandits⁴⁰... Les habitants découvrent donc, par voie de presse, les affres de la vie intime de leurs voisins. Enfin, la rumeur étoffe le tableau de chasse des bandits, pour rendre l'affaire plus extraordinaire encore. *Le Petit Niçois* révèle ainsi en exclusivité que les bandits auraient fait deux nouvelles victimes : une cueilleuse de jasmin à Mouans-Sartoux et la fille du boulanger... Les deux jeunes filles, une seule et même personne en fait, se portent fort heureusement comme un charme⁴¹ ... Bien sûr, les relais de ces fausses nouvelles ne manquent pas dans le village, sans quoi les journalistes furent incapables de les exhumer. Ces lieux de contamination rumorale ne manquent pas, qu'il s'agisse des cafés (un café pour 96 habitants), où l'on vient parler politique, ou des salons de coiffure (un pour 257 habitants), où l'on vient se chauffer aux premiers frimas. Moins efficaces, il va sans dire, que certains personnages hauts en couleur, passés maîtres dans l'art de manipuler les faits : à l'intérieur du village, le gendarme Buywid, expert dans la réécriture de l'histoire des bandits⁴², entretient la peur pour mieux vendre des produits d'assurance pour le compte d'une société locale⁴³ ; à l'extérieur, ce rôle est joué par le député Gillette-Arimondi, moqueusement surnommé à la Chambre « le bandit de Pégomas » par Maurice Barrès⁴⁴.

- 7 Il reste pourtant à ce magma de rumeurs et de crimes à prendre forme pour faire l'affaire et, pour ce faire, à échafauder un modèle d'interprétation des événements. Les causalités évoquées par les contemporains peuvent être rassemblées en quatre catégories, non exclusives, et incomplètement satisfaisantes. La première est proprement politique. Immédiatement, du fait de l'opposition au sein du village entre un groupe de libres penseurs (animé par Magagnosc, l'une des victimes des bandits) et d'un groupe de cléricaux (conduit par le curé Émile Espert), il est apparu aux yeux des enquêteurs et des journalistes que les violences avaient à voir avec la loi de 1905. La cause était entendue, évidente, et elle était politique. Cette séquence « politique » des violences à Pégomas a, rétrospectivement, une cohérence : le premier acte porté au dossier des bandits est l'incendie de la sacristie le 1^{er} octobre 1906⁴⁵, sans doute provoqué par le curé qui avait pris soin, avant de laisser l'encensoir allumé par un enfant de chœur mettre le feu à la sacristie, de cacher chez une fervente paroissienne les objets du culte les plus précieux⁴⁶. Autour du curé se distinguaient déjà Chaupin, le garde-champêtre, Toniolo, le fossoyeur, et Sauvaire, une brebis depuis longtemps égarée que le curé cherchait à ramener dans son troupeau. Le dernier acte de cette séquence est aussi le premier crime de sang de l'affaire. Au soir des élections cantonales le 25 juillet 1910, Pierre Magagnosc, proche du candidat Ossola, est grièvement atteint à

la jambe par une balle⁴⁷ alors qu'il rapporte les résultats des urnes. Mais cette interprétation politique des événements reste insuffisante, compte tenu du nombre important de crimes et délits obéissant à une logique de simple prédation et de nuisance. La seconde interprétation est donc économique. Les contemporains virent rapidement dans les incendies de grange une escroquerie à l'assurance organisée, soit par les victimes elles-mêmes, soit par des courtiers peu scrupuleux. Ainsi que le rappelle *Le Littoral de Cannes* en 1911, « dans les incendies qui s'allumèrent il y a un an dans nos campagnes, il doit bien y avoir quelque incendie volontaire destiné à faire toucher une assurance opportune »⁴⁸. Là encore, la figure de Buywid apparaît en filigrane. Mais il est difficile de souscrire à cette analyse, faute d'archives de compagnies d'assurances ou de fonds notariaux. Les rares mentions dans les sources fragilisent cette hypothèse. Les détails glanés sur la situation des assurés émanent des procès-verbaux et des articles relatant des sinistres. Fortuitement, l'auteur signale si le bien détruit était assuré, pour quel montant, auprès de qui. Dans son rapport consécutif à un incendie dans un hangar sur la route de Grasse le 22 septembre 1911, le lieutenant Piquet précise que ces locaux étaient sous-loués à un propriétaire à La Bocca, et à sept laitiers de Cannes qui y entreposaient leur fourrage. 140 tonnes furent détruites dans le brasier. Le hangar était assuré pour 3 000 francs, et les dégâts furent estimés à 12 000 francs⁴⁹. Le cas est intéressant car il nous montre que les assurances étaient souscrites collectivement, sans doute parce que les cultivateurs ou les éleveurs étaient incapables de faire face, seuls, aux dépenses. La mutualisation des cotisations permettait de sécuriser des biens de valeur. Ce cas infirme la piste de l'escroquerie. Mettre le feu à son propre fourrage permettait certes de toucher une prime d'assurance, mais compromettait toute une année agricole, sans même parler des soupçons et du regard inquisiteur des autres sociétaires et du reste de la communauté villageoise. Le gain à court terme était sans nul doute annulé par les effets négatifs à moyen terme (incapacité à nourrir son troupeau, frais de reconstruction du lieu d'entreposage difficiles à prévoir, délais incertains de déblocage de la prime d'assurance après l'expertise du sinistre, et surtout augmentation de la cotisation avec la multiplication des sinistres). Une troisième explication des contemporains fut de nature sociale, dans un schéma de pensée presque marxiste : dans une société patriarcale où le capital était détenu par les anciens du village, les violences devaient être le fait de jeunes salariés agricoles, ou de migrants italiens, privés de la perspective de se constituer un patrimoine et de bousculer la distribution des parcelles. Les destinataires de la violence, logiquement, devaient être les mâles les plus âgés, propriétaires d'une superficie importante de terres. Dans une sorte de charivari, ces violences auraient été destinées à renverser les rôles sociaux et à faire changer le pouvoir, donc la terre, de main. Une thèse séduisante qui là encore ne résiste pas à l'investigation. Qui sont les victimes ? La moitié ont plus de 35 ans, mais 5 % seulement sont sexagénaires, alors que les plus de soixante ans pèsent 18 % de la population totale. Les plus âgés apparaissent donc sous-représentés dans la cohorte des victimes. Qui sont les suspects ? 70 % de ceux qui ont été dans le viseur des enquêteurs ont moins de 35 ans ; mais 18 % ont plus de soixante ans... Les victimes le deviennent-elles parce qu'elles sont propriétaires et enviées pour cela ? Environ un tiers des individus visés par les bandits étaient propriétaires (de modestes parcelles, le plus souvent) et 7 % des suspects étaient eux-mêmes détenteurs de propriétés bâties. Était-il enfin rationnel, du point de vue des bandits, de viser les « grands propriétaires » ? Les analyses révèlent que les revenus de la terre sont globalement inversement proportionnels à la

dimension des propriétés foncières⁵⁰ : plus la propriété est petite, plus le rendement à l'hectare est élevé, vraisemblablement parce que ces parcelles correspondent aux exploitations horticoles dans les terres d'arrosant, à proximité des rivières. La mosaïque de propriétés émiettées en micro-parcelles trouve là une explication : on acquerrait des bouts de terre assis sur un puits, proche de la Siagne, pour y cultiver des fleurs. Les plus grandes parcelles sont à l'inverse celles où le blé et la vigne ne suffisent plus à nourrir les familles. La forêt y regagne souvent ses droits, sans intention de la convertir en ressources : elle ne sert pas, de ce que l'on a pu voir, au chauffage industriel (on préfère le charbon de terre, plus calorifère) ; elle n'apparaît pas non plus comme un conservatoire d'essences rares (comme le chêne vert prisé dans les tanneries locales) puisque les espèces qui dominent sont les oseraies et les peupleraies. Les contemporains ont également défendu l'idée que ces violences avaient pu avoir pour but de faire changer la propriété de main, en exerçant une pression à la baisse sur les prix du foncier. À force de lassitude, les riches propriétaires auraient cédé leurs biens au premier vendeur téméraire proposant un prix honnête. Les plus défavorisés en seraient alors sortis gagnants. Qu'en est-il ? Entre 1906 et 1914, on achète effectivement moins que l'on vend : les achats de propriétés bâties sur ces neuf années pèsent 4 % en volume des achats totaux sur la période 1848-1914, alors que les ventes sur la même période représentent 16 % des ventes totales de la séquence 1848-1914. Faut-il voir dans l'accélération des ventes le produit des violences des bandits fantômes ? Si l'on creuse un peu, en comparant la stratégie des propriétaires résidant à Pégomas (les plus exposés) et ceux qui vivaient à l'extérieur du village (les moins vulnérables), on remarque que les propriétaires étrangers achètent davantage de terres pendant ces années troubles que lors de la décennie précédente ; et qu'à l'inverse le comportement des Pégomassoises n'est pas réellement modifié par le climat de terreur, leurs achats étant stables par rapport à la décennie 1891-1905. Enfin, la plupart des terres vendues sur cette période 1906-1914 l'ont été... à des Pégomassoises. Considérer que les contemporains ont voulu se délester de terres maudites hantées par les fantômes pour fuir le village relève donc de la spéculation. Une quatrième hypothèse explique l'intensification des violences sur la période par le fait que tout un chacun aurait profité de l'existence des bandits fantômes pour assouvir des vengeances privées. Une fois l'existence d'une bande criminelle avérée par la presse, et reconnue par les pouvoirs publics, des Pégomassoises en quête de vengeance auraient profité de ce que la lumière médiatique et policière était braquée sur les bandits pour accomplir dans l'ombre, et en leur nom, leur vengeance privée. Exclure ces comportements de passagers clandestins du crime est simplement impossible : on a déjà dit que plusieurs résidents avaient inventé des crimes en les imputant aux bandits, pour masquer leurs propres errances. Mais en faire une loi semble excessif : les modes opératoires, les traces écrites laissées par les bandits, montrent bien qu'il existait un groupe de malfaiteurs soudés et efficaces, désireux de jouer au chat et à la souris avec les forces de l'ordre, les journalistes, les magistrats. Certaines agressions sont indéniablement motivées par une vengeance privée, comme le vieux Seytre, qui avait accusé Sauvage avant de se rétracter. Mais on peut craindre que les malheureux Delfino⁵¹ ou Avena⁵² se soient simplement trouvés au mauvais endroit, au mauvais moment, offrant aux bandits l'occasion de crimes d'opportunité.

- 8 Si ces représentations ont pu se forger dans l'esprit des contemporains, et nourrir la certitude d'une « affaire » des bandits de Pégomas, c'est parce que ces événements polarisent l'opinion, la poussent à prendre parti, à épouser une cause. L'engouement

médiatique joue un rôle clef en donnant aux crimes la visibilité nécessaire pour les faire accéder au rang d'affaire d'État. À toutes les échelles, les événements de Pégomas apparaissent mobilisateurs : au sein du village tout d'abord, les enquêteurs identifient rapidement deux camps rivaux sur la question des biens d'Église en 1905-1906. Ces tendances continuent de s'affronter toutes ces années, spécialement lorsque les enquêteurs arrêtent les fils d'un ancien conseiller municipal, accusés d'être les bandits. Le pasteur Joseph Botin⁵³ les accuse de l'avoir presque lynché, mais il retire sa plainte quelques jours plus tard, sans doute sous la pression. Le commissaire Peudepièce regrette qu'il « rev[ienne] sur sa déposition qui avait été des plus affirmatives » car, pour lui, cela ne fait aucun doute que « les frères Maubert ont participé aux attentats de Pégomas »⁵⁴. Ces deux groupes se heurtent donc régulièrement et leur confrontation se politise, comme le prouve cette pétition évoquée par *Le Littoral de Cannes* ⁵⁵ :

L'arrestation des fils Maubert, Honoré et Louis, a stupéfié toute la population [...]. Sur l'initiative de quelques-uns, on fit circuler [...] une pétition qui se couvrit des signatures des habitants, à la presque unanimité. Quatre personnes seules, refusèrent de signer parmi lesquelles deux membres du groupe « Raison et science » de Pégomas.

- 9 Le journaliste poursuit en évoquant 400 adhésions et 5 oppositions. Précisons cependant que l'auteur entend surtout discréditer le gendarme Buywid, à l'origine de l'interpellation. Des fidélités se créent et s'expriment par voie de presse, comme pour clarifier les tendances politiques adverses et rappeler sporadiquement à la communauté que défendre un individu, c'est s'associer à un groupe idéologique constitué et accepter la rivalité avec l'autre partie de la communauté. Le groupe des libres penseurs, douze individus de l'aveu même de Pierre Magagnosc, comprend le facteur⁵⁶, certainement Buywid, et Antoine Rey. Les autres sont peu connus, mais accusés par leurs détracteurs de se présenter lors de célébrations publiques, notamment des obsèques, drapeau rouge en tête⁵⁷. Les obsèques semblent avoir été l'enjeu d'un combat pour la maîtrise de l'espace social et politique, confirmant l'analyse de Pierre Vallin au sujet de ces libres penseurs pour lesquels « l'espace occupé par la religion doit se réduire au profit de celui qui contrôle la raison »⁵⁸. Les démonstrations politiques à l'occasion d'obsèques à Pégomas confirment que le combat politique passe par ces batailles symboliques. Les journaux locaux sont la caisse de résonance de ces clivages : la thèse du conflit entre les libres penseurs et le parti cléricale est soutenue par la rédaction du *Petit Niçois*, et les journalistes demeurés à Pégomas semblent attendre l'arrestation plus ou moins annoncée du curé. Dès 1906, Henri Giraud a été le premier à accuser le curé après l'incendie de la sacristie. Après la tentative de meurtre sur Magagnosc, la taille des articles augmente sensiblement : alors qu'aucun article ne dépassait 700 cm² avant 1910, la barre des 1 600 cm² est allègrement franchie, soit plus du double. À l'inverse, *L'Éclaireur de Nice*, plus conservateur, doute rapidement de la culpabilité du curé et sa couverture de l'affaire ne s'intensifie qu'après l'arrestation de Pierre Chiapale, dont les liens avec le curé ne sont pas prouvés. Dès lors, l'imaginaire de l'affaire prend le pas sur l'administration de la preuve, l'émotion sur la narration. L'engouement médiatique autour de l'affaire de Pégomas devient impressionnant et sert de caisse de résonance pour donner aux événements la dimension d'une affaire singulière : entre 1906 et 1914, à eux deux *Le Petit Niçois* et *L'Éclaireur de Nice* ont consacré près de 150 articles aux bandits (85 % de ces articles parurent en 1910 et en 1913). Au moins 21 journaux nationaux ont relayé également les aventures des bandits⁵⁹ ; 75 % des articles étudiés issus de ces publications l'ont été pour l'année 1913. L'affaire

n'acquiert une stature réellement nationale qu'en 1913. Jusqu'alors, elle se limitait à un ancrage régional. Il ne faut pas cependant surestimer l'emprise des bandits sur la presse. Sur la même période, la presse consacre environ dix fois plus d'articles à la bande à Bonnot qu'aux bandits de Pégomas⁶⁰. À force de détails sordides (sur les blessures des victimes), et en jouant constamment sur une sémantique de l'effroi, ces journaux tissent une contre-enquête complémentaire des investigations policières, et la perception que les contemporains se font de l'affaire se forge à l'intersection de ces deux discours.

- 10 L'affaire naît enfin du décalage entre l'observation des faits et les représentations, souvent parisiennes et élitaires, qui idéalisent le monde paysan et le Provençal. Les événements de Pégomas deviennent une « affaire » parce que les faits tranchent avec le caractère présumé des méridionaux, et avec l'image laborieuse et disciplinée des paysans forgée par la République et certains sudistes expatriés, à l'instar d'Alphonse Daudet⁶¹. Comment comprendre sinon l'attention portée par le pouvoir central à ces terres insoumises, alors que l'affaire, si exceptionnelle soit-elle, représente *a priori* un danger mineur pour l'ordre public à l'échelle nationale ? Il est difficile de choisir dans la masse des poncifs méprisants à l'endroit de ces Provençaux indolents mais éruptifs. Nous garderons simplement ce témoignage, délivré par l'assistant d'un architecte parisien affecté à des travaux de terrassement d'une villa située au cœur d'une pinède, sur la route de Golfe Juan, décrivant le couple de cafetiers qui l'héberge :

[son hôte] appartient à cette catégorie de méridionaux qui se sentent si fatigués dès qu'ils voient travailler les autres, qu'ils éprouvent tout aussitôt, le besoin de prendre un repos bien mérité. En effet dès qu'apparaissent les premiers clients, le patron de l'auberge, gagné par la fatigue, s'allonge douillettement sur sa chaise longue pour contempler les trains qui passent sur la voie de chemin de fer qui borde le jardin de l'établissement. Il est un des plus beaux produits de la virilité défaillante. C'est sa femme, qu'il appelle « la patronne », qui dirige la maison avec le plus grand succès. Elle s'occupe tout particulièrement de la buvette où, avec sa verve intarissable, elle anime la conversation des fidèles clients qui viennent prendre l'apéritif où, dans une ambiance pleine de bonne humeur, ils évoquent les événements du jour⁶².

- 11 Les bandits des bois de Pégomas, par la longévité de leur parcours criminel, sont une entorse vivante à l'image de ce que doit être le paysan mythifié par la République. Comme l'explique Anne-Marie Thiesse, la recherche d'une unité et d'une majesté dans le passé induit une figure commune incarnant les valeurs éternelles de la nation, dans notre cas, labeur, abnégation, bon sens et goût pour l'ordre. Les folkloristes mandatés pour trouver trace dans les coutumes régionales de ces valeurs primitives décrivent alors ces paysans comme « des êtres de sagesse et de savoir-faire, libres et heureux, vivant pacifiquement dans des communautés harmonieuses sans souffrance et baignant dans la culture la plus authentique : antithèse totale des représentations du nouveau prolétariat urbain »⁶³. Cet angélisme rural est selon l'auteur une idée d'une grande « efficacité mobilisatrice ». Dès lors, le pouvoir commettrait une faute en laissant une minorité de bandits fragiliser ce socle politique commun. Or nos bandits savent le travail d'unification et d'ordre républicains par l'école, l'armée et la laïcité. Les insultes crayonnées par les bandits révèlent l'incurie des pouvoirs publics à imposer l'autorité républicaine. Les lois scolaires de 1881-1886 prétendaient nationaliser et homogénéiser la culture scolaire, inculquer les valeurs de la grande patrie en montrant leur conformité à celle des « petites »⁶⁴. Pourtant on retrouve à Pégomas des individus qualifiés par la police de « tarés » ou de « dégénérés »⁶⁵, souvent analphabètes, d'autres

qui n'ont pas la plénitude de leurs moyens intellectuels (le frère de Chiapale et Louis Maubert sont des caricatures de la littérature eugéniste de l'époque). La qualité orthographique de la prose des bandits invite à nuancer l'image de générations imprégnées de la langue de Molière. Même si l'instituteur était un notable respecté (à preuve les nombreuses sollicitations de ses anciens élèves l'appelant à devenir témoin de leur mariage), l'enracinement du français dans leur vie quotidienne reste incertain. Le patois est leur refuge, comme l'indiquent dans les procès-verbaux les fautes d'orthographe, au moment pour les gendarmes de retranscrire les noms que les villageois leur donnent : même si la plupart sont des gens du cru, ils ne comprennent pas leurs congénères. Les journalistes aussi confessent peiner à saisir les propos de leurs interlocuteurs. Beaucoup exagèrent sans doute leur méconnaissance du français, quand ils ont décidé de ne pas coopérer avec les forces de l'ordre. Enfin, la République entendait faire de la conscription une usine à fabriquer des Français. Premier contact avec la ville pour ces jeunes, rite de passage viril et martial, le service militaire semble surtout avoir conforté les Pégomassoises dans le maniement des armes, qu'ils retournent contre les institutions de la République : lorsqu'ils visent le proche d'un candidat à une élection locale (Magagnosc) ; ou lorsqu'ils tentent d'assassiner les gendarmes Casse⁶⁶ et Paoli⁶⁷. Souvent rompus à la pratique de la chasse, ces jeunes maîtrisent le maniement des armes ; ils savent fabriquer des balles de fortune, en plomb, à l'aide des roseaux si abondants aux abords de la Siagne. Ils savent améliorer l'efficacité d'un fusil, en sciant le canon, en trafiquant le percuteur, etc. Le régiment dans le Briançonnais les a aguerris, ils ont peaufiné leurs techniques de dissimulation dans des milieux difficiles. La loi de 1905 enfin entendait mettre la République à l'abri du cléricalisme, tout en mettant les religions à l'abri de l'État. Or les tensions religieuses réactivent les anciens clivages politiques.

- 12 La tâche est complexe pour les pouvoirs publics, car les bandits ont depuis longtemps envahi l'espace social et médiatique, et les affaires de Pégomas alimentent maintenant toutes sortes de productions culturelles. Ils entrent à ce moment dans la mémoire politique collective, échappant au confinement espéré par les élus locaux et, du moins au départ, nationaux. La population les tourne en dérision sur les chars qui défilent lors du carnaval de Nice, comme pour mettre à distance la peur qui paralyse la région tout entière. Les bandits, le foulard rouge en bandoulière⁶⁸, se voient imputer le vol de la Joconde⁶⁹. Des metteurs en scène imaginent des farces où les représentants de la force publique, de la magistrature et du monde politique sont moqués, à l'image du vaudeville de Sainte-Foy Pauley et Pougau, *Le bandit de Pégomas*, joué dans des salles de café-concert parisiennes appartenant à Ernest Pacra. Le juge Peillon se révèle sous les traits de Cadet Bitard, veule, étourdi, accusé de mollesse, l'un des personnages disant de lui « vous n'êtes pas la magistrature assise... mais la magistrature couchée ! »⁷⁰. Le gendarme Dubelair, bien nommé, s'inspire du capitaine Belhomme. Beaucantin, fonctionnaire colonial, rappelle par son passé outre-mer la figure de Métenier, que l'on retrouve aussi sous les traits du commissaire de police Matharan. Sans aspérité, entêté, austère, rigoureux, Beaucantin paraît extérieur à ce monde provençal. Parmi les personnages secondaires, la gardeuse d'oies Nichotte n'est pas sans rappeler la femme d'Auguste Sauvage, prête à se jeter « sur le foin » pour le premier venu, affirmant « J'suis une bonne fille, [...] tous les gars du patelin vous le diront »⁷¹.

Une « non-affaire » : un faux scandale judiciaire avec un vrai coupable, et une mémoire des crimes évanouie ou refoulée

- 13 En dernière analyse, il faut s'interroger sur l'incomplétude de cette affaire, qui n'a assurément pas alimenté l'inconscient collectif dans les mêmes proportions que la bande à Bonnot ou l'affaire Dominici. Pourquoi cette affaire n'a-t-elle pas essaimé, infusé, dans notre mémoire collective, et aujourd'hui reste circonscrite au petit pays qui a supporté ces troubles ?
- 14 La réponse la plus évidente est que justice a été rendue, au moins partiellement : Chiapale n'est ni Calas, ni Dreyfus, sa condamnation ne fait pas scandale, si bien que les affaires de Pégomas ne pourront jamais se prévaloir de la dignité de « belle affaire ». Il a bel et bien commis la plupart des crimes qui lui sont attribués, et a reconnu sa culpabilité, malgré quelques zigzags (démentis et rétractations, alternant avec la forfanterie et la reconnaissance des violences). Ensuite, l'affaire vit dans l'attente permanente de sa propre suite, ne survit que par ses rebondissements ; elle est dépendante des bandits qui se prêtent au jeu mais peuvent aussi s'en retirer. C'est là sa principale limite : les événements ne semblent pouvoir avoir d'épilogue. Or une belle affaire a besoin d'un dénouement, pour laisser s'installer le temps du symbolique : la communauté doit pouvoir alors retirer de ce récit mythifié et clos une morale. Ce passage de la violence réelle à la violence symbolique, mise à distance par le récit, reste incertain pour les contemporains car les crimes de Pégomas survivent à l'arrestation et même au procès du principal suspect, remettant en cause l'unicité du récit forgé par la presse et les pouvoirs publics, soucieux de produire au fil du temps une geste des bandits. Enfin, la juxtaposition des discours et des interprétations sur les motivations des acteurs brouille le sens à donner aux méfaits des bandits. On ne peut pas réduire leur action, souvent incohérente, à une forme de nihilisme remettant en cause les autorités, à des velléités d'anarchisme défiant le pouvoir, à une lutte marxiste contre la propriété. Aucune valeur fondatrice n'a jamais guidé leur action, si ce n'est le souci de nuire. L'affaire des bandits fantômes est donc vouée à rester « informe », parce que l'issue du procès n'a pas inversé le jugement porté sur l'offenseur, les victimes, la communauté villageoise.
- 15 De la même façon, nous l'avons vu, l'affaire naît progressivement du hiatus entre la volonté des élus locaux de ne pas ébruiter les événements, voire de les étouffer, et celle du gouvernement qui saisit l'occasion pour affirmer son autorité, punir la transgression, justifier sa politique sécuritaire. Cette incohérence empêche le consensus sur la morale à tirer de l'affaire et la postérité à lui donner. Elle donne l'impression d'une irréductible fracture entre la France des territoires, celle des cantons, et le pouvoir central, représenté par le gouvernement, le préfet et les magistrats. Le cafouillage du maire Honoré Maubert au sujet de la tentative de libération par certains de ses administrés du fossoyeur Toniolo, détenu à la mairie par des gendarmes, est éloquent : il réduit à l'état de rumeur un fait avéré par des procès-verbaux de gendarmerie en niant la violence des villageois, en la réduisant à une élucubration de journaliste. Quand il vient aux oreilles du préfet qu'un groupe de citoyens de Pégomas a tenté de sortir de sa détention Toniolo, l'information est présentée comme indiscutable par la presse pendant plusieurs jours. Le maire Honoré Maubert se fend d'un démenti à la fois pour masquer les carences de son autorité⁷² et

préserver ses chances de régler les troubles au sein même du village. Le préfet croit le maire. Et pourtant, le 12 août 1910, le maréchal des logis-chef Blanchard rédige un rapport dans lequel il explique que :

[...] dans la nuit du 10 au 11 courant, [...] vers 9 h du soir, une dizaine d'hommes vinrent inviter M. le Maire de Pégomas à faire mettre en liberté l'inculpé, sous prétexte qu'il était innocent, sans quoi ils le délivreraient. M. le Maire les en dissuada et leur expliqua qu'il était nécessaire que la justice suive son cours [...]. Malgré ces conseils de modération, vers minuit et demi, ces individus voulurent mettre leur projet à exécution et suivant la rumeur publique, vinrent en armes à la mairie. [...] J'ai questionné à ce sujet M. le Maire de Pégomas qui n'a pas cru devoir me faire connaître le nom des individus en cause, et m'a répondu simplement que c'était des voisins de l'inculpé.

- 16 La récupération politique par certains trublions de la politique, notamment le député Gillette-Arimondi soucieux de mettre en lumière l'inefficacité de la politique sécuritaire menée depuis Paris, accroît encore ce fossé entre scène locale et nationale.
- 17 Le relatif oubli de ces événements interdit enfin d'y voir une affaire majeure. Une forme d'amnésie et de refoulement prévalent encore un siècle après les événements. Les tenants et aboutissants des crimes restant obscurs, l'implication de figures importantes de la communauté étant probable, la suspicion s'est transmise de génération en génération et la mémoire qui s'est construite reste douloureuse et semble interdire l'apaisement. L'énigme demeure et s'est même épaissie par la volonté des générations suivantes d'effacer peu à peu les traces de ces divisions. Il reste bien compliqué de faire parler les Pégomassoises qui s'abritent soit derrière leur méconnaissance des faits, soit derrière le silence. Remuer la poussière des archives expose à une fin de non-recevoir dans une commune qui, contrairement à la plupart de ses voisines, n'a pas transmis ses archives communales aux Archives Départementales et a préféré réorganiser le service et conserver la haute main sur son passé. Une employée du service des archives me confia en 2016 que le maire ne souhaitait pas me mettre en contact avec un descendant d'une des victimes clefs de l'affaire, aujourd'hui pépiniériste connu dans la région, de peur de le froisser. De la même façon, lorsque je l'interrogeai sur les raisons qui présidèrent à la dissolution du conseil municipal en 1902, elle m'avoua qu'un document existait bien dans les archives de la commune montrant que le budget n'avait pas été voté, mais que je n'aurai pas accès à cette source expliquant le vote de la discorde. À des questions plus anodines, posées ultérieurement, sur les fêtes de Pégomas, les relations entre des cultivateurs et les parfumeurs grassoises, il ne me fut donné aucune réponse. L'affaire a été classée par la justice, et les descendants ne souhaitent pas que l'on rouvre le dossier. De même, toute enquête directe semble vouée à l'échec : un questionnaire envoyé à 35 résidents de la commune dont les patronymes évoquaient une filiation avec des protagonistes du dossier n'a donné lieu qu'à... une réponse ! Si dans les années 1970 cette mémoire des bandits était vive (à preuve la fresque du bar de l'Univers⁷³, les rétrospectives de *Nice Matin*⁷⁴, les écrits laissés par ceux qui avaient combattu les bandits⁷⁵), dans les années 2000 et 2010, elle a disparu ou reste enfouie. On notera, par exemple, qu'aucun article n'est paru au moment du centenaire de cette affaire. Les cicatrices du passé ne sont pas refermées.

NOTES

1. Archives privées de Maryse Romieu.
2. Archives départementales des Alpes-Maritimes (désormais ADAM), 3 U 1045.
3. ADAM, 10 M 0054.
4. ADAM, 4 M 0289.
5. Paris-Lyon-Marseille.
6. ADAM, *Annuaire des Alpes-Maritimes*, 1906 et 1914.
7. ADAM, 3 U 02 1172.
8. *La Croix*, 9 octobre 1910 ; *L'Éclaireur de Nice*, 7 février 1913 ; *Le Petit Niçois*, 8 février 1914, entre autres.
9. *Le Petit Niçois*, 28 octobre 1910 et 4 mars 1913 ; *L'Éclaireur de Nice*, 2 avril 1910 et 27 février 1913.
10. Archives municipales de Grasse, rapport de police de Métenier, 9 septembre 1910.
11. ADAM, 3 U 02 1176, lettre de Lhuillier au préfet des Alpes-Maritimes, 18 février 1913.
12. Par exemple pour « l'attentat du café Merle », dont *Le Petit Niçois* fait écho le 2 août 1910.
13. *Journal des débats politiques et littéraires*, 12 juillet 1894.
14. ADAM, 3 U 02 1172, commissaire J. B. Orsatti au procureur de la République, 22 octobre 1906.
15. ADAM, 3 U 02 1172, rapport du 22 septembre 1911, inspecteur Piquet.
16. ADAM, 3 U 02 1172, rapport de Métenier au juge Peillon le 25 mars 1913.
17. Archives nationales (désormais AN), F7 14664, commissaire Formeau, note du 27 décembre 1913.
18. *Le Progrès*, 30 décembre 1913.
19. AN, F7 14664, commissaire Formeau, 8 mars 1914.
20. *Le Petit Niçois*, 3 août 1910.
21. *Supplément littéraire du Petit parisien*, 28 février 1904.
22. À l'été 1906, Chiapale avait sauvé les époux Mul des flammes et reçu en récompense une gratification de 200 francs. ADAM, 3 U 2 1172.
23. *Le Petit Niçois*, 8 février 1914.
24. *La Presse*, 17 mars 1913.
25. *Le Littoral de Cannes*, 2 août 1910.
26. *Le Petit Niçois*, 5 décembre 1912.
27. Archives municipales de Pégomas, procès-verbal du maréchal des logis-chef Blanchard, 19 août 1910.
28. ADAM, 35 FI (numéros 0684, 0985, 0686, 0687, 0688).
29. AN, BB/6(II)/975, lettre au procureur général le 29 avril 1909.
30. Frédéric Chauvaud, « “Horribles histoires et affreuses tristesses” : la fabrication de la “Belle Affaire” (1880-1940) », dans Myriam Rauch et André Tsikounas (dir.), *L'historien, le juge et l'assassin*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p. 171-184.
31. *Le Petit Niçois*, 8 février 1914.
32. Luc Boltanski et al. (dir.), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Paris, Seuil, 2007, 458 p.
33. Terme familial désignant souvent les gendarmes.
34. *Le Petit Niçois*, 8 août 1910.
35. On se fondera sur la définition de François Ploux, dans *De bouche à oreille, naissance et propagation de la rumeur*, Paris, Aubier, 2003, p. 12-13 : « La rumeur est tout à la fois symptôme et agent : produit de l'imaginaire d'une société ou d'un groupe, elle contribue, en se diffusant, à entretenir, à alimenter, à façonner cet imaginaire ; si elle révèle des conceptions du monde, des croyances et des représentations, elle suscite également, en retour, des comportements et des

attitudes [...]. La fausse nouvelle se répand dans le public selon des mécanismes qui, pour être spécifiques, n'en sont pas moins étroitement dépendants des modes de circulation des hommes et des informations. »

36. AN, F7 14664, Métenier au commissaire divisionnaire le 9 octobre 1910 ; puis à l'identique le lendemain dans une note au ministre de l'Intérieur, dans la série 4 M 0106 aux ADAM.

37. *Le Littoral de Cannes*, 4 octobre 1910.

38. AN, F7 14664, rapport de Formeau, 17 février 1914.

39. ADAM, 3 U 02 1172, rapport de Métenier le 27 mars 1913.

40. ADAM, 3 U 02 1176, télégramme de Métenier à Sébille le lendemain de l'arrestation de Chiapale.

41. *Le Petit Niçois*, 30 août 1910.

42. André Buywid, *Les bandits de Pégomas, exposé des principaux attentats, leurs causes possibles, les moyens à employer pour prendre les criminels*, Nice, Impr. du Progrès, 1913.

43. *Le Littoral de Cannes*, 14 janvier 1913.

44. Maurice Barrès, *Dans le cloaque : notes d'un membre de la commission d'enquête sur l'affaire Rochette*, Paris, Émile-Paul Frères, 1914, p. 111-112.

45. Voir notamment AN, BB18 2339/2, rapport de Métenier à la Sûreté, 7 octobre 1910.

46. AN, BB 18 2339/2, rapport de Métenier à la Sûreté, 7 octobre 1910.

47. ADAM, 3 U 02 1172, divers procès-verbaux d'août 1910.

48. *Le Littoral de Cannes*, 20 septembre 1911.

49. ADAM, 7 M 0166.

50. Ces données résultent d'une analyse des matrices cadastrales, prises aux ADAM, 3 P 1069 et 3 P 1066.

51. Assassiné au Bar le National le 28 août 1910, (AN) F7 14 664.

52. Assassiné le 2 décembre 1912 (ADAM), 3 U 02 1176, rapport Piquet du 2 décembre 1912.

53. ADAM, 1 V 0008. Monsieur Botin anime une « succursale » d'une association cultuelle évangéliste formée à Cannes par Mr Piquet et située rue Hoche. Une association « peu importante et d'assez mince influence », écrit le sous-préfet le 28 juin 1907.

54. AN, F7 14664, commissaire Peudepièce au divisionnaire, non daté.

55. *Le Littoral de Cannes*, 9 octobre 1911.

56. *Le Littoral de Cannes*, 9 avril 1913.

57. *Le Littoral de Cannes*, 4 août 1913.

58. Pierre Vallin, *Paysans rouges du Limousin, mentalités et comportements politiques à Compreignac et dans le Nord de la Haute-Vienne (1870-1914)*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 181.

59. Sur ces 21 journaux, ceux qui consacrent, par ordre décroissant, le plus grand nombre d'articles aux bandits sont : *Le Matin*, *Le Petit Parisien*, *Le Journal*, *La Croix*, *Le Figaro*, *L'Aurore*, *Comoedia*, *Le journal des débats politiques et littéraires*, *La Lanterne*, *Gil blas*, *L'Écho d'Alger*, *Le Rappel*, *Le Radical*, etc.

60. D'après nos calculs, 577 articles sont consacrés aux bandits dans ces 21 publications contre 5 672 pour la bande à Bonnot.

61. On signalera sur ce point l'article de référence de Georges Liens, « Le stéréotype du Méridional vu par les Français du Nord, 1815-1914 », *Provence historique*, t. 27, fascicule 110, 1977, p. 426.

62. Archives ecclésiastiques de Cannes, SC. 1D13, dossier constitué par Monseigneur Ghiraldi au moment de la mise en accusation de l'abbé Espert, comprenant outre ce témoignage des coupures de presse diverses.

63. Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales, Europe, XVIII^e-XIX^e siècles*, Paris, Seuil, 2001, p. 162.

64. Jean-François Chanet, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996.

65. AN, BB 18 23339/2 1648 A 0613 000 environ selon Sébille, rapport cité.

66. *Le Littoral de Cannes*, 4 juin 1913.
67. ADAM, 3 U 02 1176, rapport des enquêteurs Arnaud, Marant et Reynier, le 9 janvier 1913.
68. Une du *Petit Journal*, le 17 mars 1912.
69. ADAM, 35 FI (numéros 0684, 0985, 0686, 0687, 0688).
70. Sainte-Foy Pauley et Désiré Pougaud, *Le bandit de Pégomas*, Paris, Georges Ondet, 1913, p. 9.
71. *Ibid.*, p. 11.
72. Archives municipales de Pégomas, 19 août 1910.
73. Fresque de Louis Chauve au Bar de l'Univers, dont des extraits ont été reproduits dans *Nice-Matin* les 23 et 27 mars 1972.
74. *Le Petit Niçois*, devenu *Nice-Matin*, consacra en 1960 et 1976 deux articles dédiés à Pierre Hugues et au gendarme Jacques Nirascou, acteurs de la traque des bandits.
75. René Métenier, dans ses notes confiées à Pierre Audisio en 1976. Nous avons découvert, tardivement, que ces notes étaient l'original d'un article publié en 1938 dans la revue *Détective*, t. 483, accessible sur <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/page/100965/>.

RÉSUMÉS

Entre 1906 et 1914, le village de Pégomas semble assailli par une horde d'insaisissables bandits qui incendient des granges, terrifient les villageois, tuent certains d'entre eux et profanent des cimetières. Ces crimes épars sont rassemblés dans un même dossier, les « affaires de Pégomas ». Journalistes et enquêteurs construisent un récit unificateur : les « bandits fantômes » sont nés. Des moyens exceptionnels sont dépêchés depuis Paris pour rétablir l'ordre public dans ces campagnes insoumises. Les affaires de Pégomas deviennent une « affaire » d'État : alors que les élus locaux désirent résoudre les problèmes eux-mêmes, les événements de Pégomas envahissent la scène médiatique. Le procès du prétendu chef des bandits, Pierre Chiapale, est l'occasion d'un spectacle judiciaire qui transforme ces faits-divers en une « belle affaire ». Pas tout à fait en réalité, car il y manque des ingrédients essentiels : un épilogue moralisateur, une insoutenable injustice que l'on puisse dénoncer ; et une mémoire claire à transmettre au fil des générations.

Between 1906 and 1914, the village of Pégomas appears to have been besieged by a horde of elusive bandits who set fire to barns, terrified the villagers, killed some of them and desecrated cemeteries. These scattered crimes were brought together under a single headline: the “Pégomas affairs”. Journalists and investigators built a unifying story: thus was born the narrative of the “ghost bandits”. Exceptional resources were dispatched from Paris to restore public order in this insubordinate region. The Pégomas affairs became an affair of state: while local officials wished to take the matter into their own hands, the Pégomas events took over the national media. The trial of the bandits' alleged leader, Pierre Chiapale, was the occasion for a judicial show that transformed these facts into “une belle affaire”: a spectacular affair. However, the story lacked some essential ingredients: a moralizing epilogue, the exposure of an intolerable injustice, and a clear memory to be transmitted over generations.

INDEX

Mots-clés : criminalité rurale, histoire culturelle, histoire judiciaire, mémoire, représentation

Keywords : rural crime, cultural history, legal history, memory, representation

AUTEUR

ARNAUD PAUTET

Arnaud Pautet est agrégé et docteur en histoire contemporaine. Il est également chercheur-associé à l'UMR 7303 TELEMME d'Aix-en-Provence.